

logne que les titres de la conquête. Quelles peuvent être les conséquences de cette situation nouvelle ? Lord Russell pense qu'il n'est pas convenable d'entrer dans la discussion d'une question aussi délicate. Il a seulement désiré faire remarquer que la Russie n'a pas satisfait aux conditions auxquelles le cabinet de Vienne lui accorde le royaume de Pologne et que, les conditions non exécutées, le titre lui-même ne peut guère être revendiqué.

On avouera que ce n'est pas là une solution, ce n'est pas même une espérance de solution, et nous avons raison de n'accepter qu'avec la plus grande réserve la rumeur que nous avons signalée en commençant.

Il est assez curieux d'étudier les explications données par l'Angleterre relativement à sa ligne de conduite sur les questions pendantes de la politique européenne. Dans le même discours dont nous venons de donner une courte analyse, Lord Russell s'est hâté de se dérober à la question polonaise pour passer au Mexique. Sur ce point, toute sa harangue se résume à peu près en ceci : que le gouvernement britannique n'est pas intervenu dans les affaires intérieures de la république mexicaine et qu'il n'y interviendra pas. Il veut bien qu'un empereur s'établisse à Mexico si telle est la volonté du peuple ; il souhaite succès au futur monarque, mais il ne fera rien pour lui.

Quant à la question américaine, Lord Russell a affirmé de nouveau sa ferme résolution de se maintenir dans la neutralité la plus exacte, dût-il demander au Parlement un bill qui l'armât d'une autorité plus étendue et plus forte.

Cette dernière question paraît prendre chaque jour une nouvelle importance en Europe, à cause de l'intention que l'on prête à la France d'exécuter enfin le projet qu'elle murit depuis si longtemps, d'intervenir en faveur des États confédérés. A ce sujet, le *Times* de Londres, qui nous est arrivé ce matin, contient une nouvelle qui demande, comme la première, à être acceptée sous bénéfice d'inventaire. Il avance que M. Stephens, vice-président de la confédération du sud, se rend en France avec pleins pouvoirs pour négocier la reconnaissance du Sud, en prenant des engagements formels pour l'émancipation graduelle des esclaves.

Quoiqu'il en soit, la question polonaise et celle de la guerre américaine, comme nos lec-

teurs peuvent le voir par ce qui précède, marchent lentement, et en face de cette lenteur désespérante, on est forcé de reconnaître que la diplomatie n'est pas toujours le moyen le plus puissant et le plus efficace pour rétablir l'équilibre des nations.

L'acceptation du trône du Mexique, par le prince Maximilien d'Autriche, n'est plus douteuse. La députation chargée de lui offrir la couronne devait être reçue par l'Archiduc, le 3 octobre courant. Nous ne tarderons donc pas à connaître sa réponse. A cette occasion, le *Times* parle des idées qu'aurait la Californie de sortir de l'Union Américaine pour entrer dans l'empire mexicain.

La population mexicaine toute entière attend avec confiance l'arrivée de son nouveau souverain. Le général Forey et ses lieutenants recueillent chaque jour, paraît-il, des témoignages éclatants de la satisfaction qu'éprouve le peuple à la perspective d'un gouvernement régulier sous lequel tous les intérêts jouissent de la protection qui leur est dûe.

Si nous en croyons le langage des derniers journaux de Paris, qui nous arrivent aujourd'hui même, il y a tout lieu d'appréhender le réveil de la question romaine qui, selon toute apparence, ne tardera pas à surgir. On ne signale en effet que des symptômes d'agressions et des bruits de rupture. Le Piémont se préparerait-il à donner le spectacle de nouveaux défis jetés au droit public et à la paix de l'Europe ? la révolution, encouragée par une tolérance si funeste à l'ordre et à la justice, croirait-elle le moment venu pour entreprendre une nouvelle campagne contre la Papauté ? Cette attitude menaçante fait dire à un journaliste distingué, M. Henry de Riancey, que les catholiques à Malines, à Francfort, à Trente, ont servi d'écho respectueux et ému à la protestation qu'a fait entendre l'épiscopat tout entier en juin 1862 ; ils ont renouvelé en faveur du pouvoir temporel du saint-siège leurs plus énergiques déclarations. La révolution et le Piémont ont beau faire, *non prevalebunt !*

Un correspondant de l'*Union* de Paris raconte à ce journal qu'une collision a eu lieu dernièrement sur la rive du Sacco, dans la limite des États de l'Église, entre un gendarme pontifical et des soldats piémontais ; que plusieurs coups de feu ont été échangés, que personne pourtant